

**Séance ordinaire du  
jeudi 16 décembre 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville apaisée et respirable**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Agnès SAURAT, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

**Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Avenant n°5 -  
Modifications du zonage du stationnement réglementé - Approbation -  
Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville a confié l'exploitation du service public relatif au stationnement payant sur voirie, à la Société TaM, par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A la suite de la dépenalisation du stationnement avec la loi Modernisation de l'Action Publique Territoriale et affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés au FPS réglés par les usagers, sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par délibération du 27 septembre 2018, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°1, afin de modifier les conditions de gestion des FPS.

Afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, la Ville de Montpellier a approuvé un avenant n°2, par délibération du 14 décembre 2021.

Par délibération du 8 février 2021, le FPS minoré a été supprimé avec un avenant n°3.

Par délibération du 21 septembre 2021, un avenant n°4 au contrat DSP autorise la substitution en qualité de délégataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée SAS TaM Voirie.

Par délibération du 26 juillet 2021, la Ville a proposé une évolution du zonage du stationnement réglementé. La mise en œuvre de ce nouveau zonage à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 nécessite la prise en compte des impacts financiers et techniques introduits par ces évolutions.

Par conséquent, il convient d'établir un avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public, conformément à l'article L3135-1 du Code de la Commande Publique.

Les modifications de l'avenant 5 sont les suivantes :

- La modification du zonage :

Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la gratuité des transports en commun, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 26 juillet 2021, une évolution du zonage du stationnement réglementé :

- Extension du stationnement payant dans 15 rues afin d'apporter une cohérence des pratiques et des usages, dans les zones existantes ;
- Extension du stationnement payant dans le secteur dit de « Port Marianne » ;
- Extension du stationnement et modification de zone dans le secteur dit « des Arceaux » ;
- Suppression du stationnement payant dans les 2 secteurs suivants : Les Aubes et Cité Astruc.
- Les tarifs pour la zone très courte durée

Pour favoriser l'attractivité commerciale, une nouvelle « zone très courte durée » sera aussi mise en place sur 10 secteurs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le stationnement est limité à 35 minutes, dont 30 minutes gratuites, avec une nouvelle tarification :

<b>Stationnement payant zone Très Courte Durée 30 minutes gratuites et limité à 35 minutes</b>	<b>Tarif</b>
30 minutes gratuites	0 €
Tarif 31ème minute	7 €
Tarif 32ème minute	14 €
Tarif 33ème minute	21 €
Tarif 34ème minute	28 €
Tarif 35ème minute	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €

L'ensemble des autres dispositions tarifaires liées au stationnement incluses dans la délibération n°V2020-290 du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative aux tarifs de la Ville, modifiée par la délibération n°2021-009 du 8 février 2021, continue à s'appliquer.

- La modification des investissements

Le programme d'investissements est porté à 7 120 000 € avec :

- La suppression de deux investissements : le programme de développement Parkeon et les e-panneaux ;
- La mise en place d'une signalétique supplémentaire et d'arceaux vélos/2 roues motorisés ;
- L'acquisition de deux véhicules de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) supplémentaires en complément du véhicule LAPI mis en service au 1<sup>er</sup> semestre 2021 ;
- L'acquisition de 80 nouveaux horodateurs.

Le montant de la Valeur Nette Comptable prévisionnelle au 31 décembre 2024 des 680 horodateurs et pièces acquis en 2019 et 2022 est estimée à 2 930 125 €.

- La modification du compte Gros Entretien et Renouvellement

Pour faire face aux vagues de vandalisme des horodateurs d'une intensité et d'une fréquence imprévisible, subies notamment lors des manifestations des gilets jaunes, le montant de la provision du compte de Gros Entretien et Renouvellement (GER) est porté à 1 380 360 € HT sur la durée du contrat.

- La modification de la redevance

Concernant l'exercice 2021, en raison des difficultés engendrées par la crise sanitaire, l'avenant n° 2 avait abaissé le montant de la redevance d'exploitation partie fixe à 2 400 000 € au lieu de 3 860 000 €, sous réserve d'un nouveau déséquilibre significatif.

Au regard de l'estimation de l'exercice 2021 du délégataire et de sa capacité financière, la redevance d'exploitation partie fixe 2021 est portée à 3 000 000 €.

Concernant les exercices 2022 à 2024, il est nécessaire de modifier les prévisions du chiffre d'affaires. Il est constaté une baisse des recettes et de la fréquentation des usagers du stationnement payant sur voirie dans un contexte prolongé et renouvelé de crise sanitaire et de la mise en place progressive de la gratuité des transports en commun.

Aujourd'hui, le choix des usagers se porte vers des modes de transports plus respectueux de l'environnement favorisé par les abonnements résidents attractifs, d'autant plus lorsqu'ils sont associés à un abonnement aux transports collectifs mensuel ou annuel.

La part variable de la redevance d'exploitation est maintenue à 80 % du chiffre d'affaires hors taxe (abonnés, horaires, non compris les FPS) réalisé par le délégataire, au-delà d'un seuil abaissé à 5 700 000 € HT, au lieu de 6 430 000 € HT pour les années 2022 à 2024.

Par conséquent, les articles suivants du contrat de Délégation de Service Public seront modifiés :

- Article 1.2 relatif aux équipements et installations déléguées ;
- Article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire ;
- Article 10.2.3 relatif à l'insuffisance, défaut de garantie et la franchise ;
- Article 10.2.4 relatif à l'assurance dommages aux biens (meubles et immeubles), équipements et matériels objet de la présente délégation de service public ;

- Article 22.2 relatif aux moyens matériels dédiés à la surveillance ;
- Article 22.3 relatif à l'organisation de la surveillance humaine et avec véhicules LAPI ;
- Article 28 relatif à la création et l'animation d'un observatoire du stationnement ;
- Article 36.3 relatif au Compte de renouvellement et grosses réparations ;
- Article 37.1 relatif aux principes généraux ;
- Article 37.9 relatif à l'Acquisition de véhicules de Lecture Automatique des Plaques d'Immatriculation (LAPI) ;
- Article 37.10 relatif au développement d'un système prédictif de guidage ;
- Article 42 relatif à la Redevance d'exploitation.

En complément, les articles suivants seront ajoutés :

- Article 37.11 relatif à la création d'aires de stationnement pour les véhicules 2 roues ;
- Article 37.12 relatif à la création d'une zone de stationnement très courte durée.

Enfin, l'article suivant sera supprimé :

- Article 37.6 relatif à l'installation des e-panneaux.

Les annexes au contrat seront aussi modifiées :

- Annexe 2 relative au plan des rues avec stationnement payant au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Annexe 2.1 relative aux modifications du zonage du stationnement réglementé (délibération n°V2021-240 du Conseil Municipal du 26 Juillet 2021) ;
- Annexe 2.2 relative à l'inventaire des places par zone et secteur ;
- Annexe 3 relative à la liste des horodateurs sur le périmètre de la délégation ;
- Annexe 15 relative au plan annuel de renouvellement et de grosse réparation ;
- Annexe 17 relative au détail des investissements ;
- Annexe 19 relative au Compte d'Exploitation Prévisionnel détaillé ;
- Annexe 20 relative aux tarifs du stationnement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2021**

**Pour extrait conforme,  
Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 21 décembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 2 - Plan des rues avec stationnement payant au 1er janvier 2018.pdf
- Annexe 2.1 - Modifications du zonage du stationnement réglementé - Délibération V2021-240 du 26 Juillet 2021.pdf
- Annexe 2.2 - Inventaire des places par zone et secteur.pdf
- Annexe 3 - Liste des horodateurs sur le périmètre de la délégation.pdf
- Annexe 15 - Plan annuel de renouvellement et de grosses réparations.pdf
- Annexe 17 - Détail des investissements.pdf
- Annexe 19 - CEP.pdf
- Annexe 20 - Tarifs du Stationnement.pdf
- DSP Stationnement Avenant 5 VF 9.12.21.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211216-174467-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 21/12/21  
Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.